

La représentation de l'OPS /
OMS en Haïti attend plus des
responsables

Haïti : Transformer la crise de
Covid-19 en une opportunité
pour le système de santé

Protection de la biodiversité :
agissons avant qu'il soit
« minuit trop tard »

DevHaïti[©]

Le Magazine du développement

**Santé, budget,
environnement
et l'effet Covid-19 en Haïti**

2020

2030

*Une décennie
d'action*



N°012

Nous avons le plaisir de vous faire parvenir l'édition #12 de DevHaïti qui a un nouveau look et qui désormais vous parviendra sur une base bimensuelle. Nous saisissons cette occasion aussi pour vous annoncer que DevHaïti a un nouveau partenaire, Papyrus S.A., une firme Haïtienne de gestion spécialisée dans la gouvernance, le renforcement de capacités, les chaînes de valeur agro-alimentaires avec une expertise en gestion de financements multi-bailleurs. Nous espérons que vous allez apprécier le nouveau look et nous souhaitons la cordiale bienvenue à Papyrus.

Une production:



Ont contribué à ce numéro:

Acenel Laurent, Claudie Marsan, Gérard Junior Jeanty, Hansy Mars, Johnny Joseph, Kesner Pharel, Patrick Saint-Pré, Claudine André.

Santé, budget, environnement et l'effet Covid-19 en Haïti

L'effet Covid-19 n'aura pas été totalement négatif. En Haïti, il a eu pour conséquence de doper de 285% l'enveloppe allouée au Ministère de la Santé (MSPP) en monnaie nationale dans le budget 19-20 inversant ainsi la tendance baissière ayant caractérisé le secteur santé depuis 2004.

Des rapports de diverses institutions internationales (Banque mondiale, OPS/OMS) nous ont pourtant alerté du danger que représente de telles coupes dans les dépenses publiques pour la santé de la population. Sans être une Cassandre, il était aisé de prédire que notre système de santé sous-financé et sous-équipé, à la moindre épidémie, nous laisserait aux bons soins du "Bon Dieu". Si la pandémie n'a pas encore provoqué une hécatombe à ciel ouvert en Haïti, ce n'est pas grâce à la performance de notre système de santé.

Par ailleurs, la fermeture des frontières comme étant l'une des réponses au nouveau coronavirus aura conscientisé chaque dirigeant de cette planète sur l'importance d'investir durablement dans des infrastructures sanitaires modernes et efficaces.

Avec les fragilités et les manques du système sanitaire national actuel, mis à nu par la pandémie, il est évident que penser à le maintenir tel quel n'est plus une option. Nous ne pouvons que prier pour que nos dirigeants retiennent la leçon et décident enfin de consentir des investissements durables à ce secteur après la fin du coronavirus.

Hasard du calendrier : l'adoption du budget 19-20, le 5 juin 2020 en conseil des ministres, coïncide avec la journée mondiale de l'Environnement célébrée cette année autour du thème la biodiversité. Haïti s'est joint à cette célébration mondiale à grand coup de communiqués de presse et de déclarations émanant

des officiels et des acteurs de la société civile. Le besoin de rupture dans la tendance de toujours traiter le Ministère de l'Environnement (MDE) en parent pauvre dans le budget n'a jamais été aussi prononcé.

Que 7,2 milliards de gourdes soient allouées au confort d'une centaine d'élus du Parlement contre 6 milliards de gourdes pour la santé de 11 millions d'haïtiens dans le précédent budget ou encore que plus de 20 fois le budget du MDE soit alloué aux subventions de l'EDH et des produits pétroliers (25 milliards de gourdes pour ces subventions contre 1,2 milliard de gourdes pour le MDE) dans l'actuel budget, cela en dit long sur les priorités de nos dirigeants en matière de développement.

Faudra-t-il attendre qu'une catastrophe environnementale de l'ampleur de Covid-19 survienne pour que nos dirigeants se rendent enfin compte de l'impérieuse nécessité d'allouer davantage de ressources à la protection de l'environnement? Avec l'ouverture le 1er juin dernier de la saison cyclonique dans l'Atlantique, une telle probabilité n'est pas à exclure. En octobre 2016 par exemple, c'est l'équivalent de 25% de notre PIB qui a été emporté par l'ouragan Matthew.

Le choc économique résultant du passage récurrent des ouragans comme Matthew continue encore de peser lourd dans la balance du développement et place les Objectifs de développement durable pratiquement hors d'atteinte pour Haïti. Au lendemain de la crise sanitaire du coronavirus, il faudra au MDE beaucoup plus que 0,6% du budget national pour garantir à la jeune population haïtienne un avenir plus juste, plus écologique, plus résilient et plus inclusif.

La représentation de l'OPS / OMS en Haïti attend plus des responsables

“Seulement 3 centres à savoir Gheskio - le Laboratoire national - l'hôpital de Mirebalais disposent de machines aujourd'hui pour tester les gens.”

Luis Filipe Codina

Représentant de l'Organisation
Panaméricaine de la santé/ Organisation
Mondiale de la Santé en Haïti



La représentation de l'OPS/OMS en Haïti attend plus des responsables haïtiens

L'arrivée du nouveau coronavirus en Haïti vient augmenter le lot quotidien des problèmes du secteur sanitaire. La Covid-19 arrive à un moment où les investissements dans ce secteur font défaut. Les responsables doivent faire face à la réalité. Dans un entretien exclusif accordé au magazine DEV Haïti, le représentant de l'OPS/OMS, le Dr. Luis Filipe Codina exprime une satisfaction mitigée de la gestion de la pandémie dans le pays.

Qui est le Dr Codina?

Je suis le docteur Luis Filipe Codina le représentant de l'Organisation panaméricaine de la santé/ Organisation mondiale de la santé en Haïti. Je suis un expert en santé publique. Avant d'arriver à Port-au-Prince, j'étais le représentant adjoint de l'OPS/OMS au Brésil. Ça fait déjà près de vingt années de collaboration avec l'OPS/OMS. J'ai travaillé dans plusieurs pays de la l'Amérique latine, notamment le Brésil, Vénézuéla, le Nicaragua, l'Argentine, Equateur, le Pérou. Et voilà en quelques mots qui je suis. Haïti est un pays que je connais beaucoup même si ça change beaucoup.

Parlez-nous de la mission et des objectifs de l'OPS/OMS en Haïti.

Haïti est un pays fondateur de l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS). Créée en 1948, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) est une agence spécialisée de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour la santé publique. On a donc annexé OPS à l'OMS. Spécifiquement c'est un espace de coopération technique. Ce n'est pas un bailleur de fonds. Notre mission est différente des organisations du système des Nations-Unies. Chaque année, tous les 1er septembre, on se réunit pour définir les stratégies. En Haïti, nous travaillons dans 4 domaines - le développement de capacités du ministère de la Santé publique et de la population - la surveillance épidémiologique et les laboratoires - la réponse aux urgences et aux désastres - la santé maternelle infantile. Je dois préciser que nous

travaillons directement avec le ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP).

Les premiers cas de covid-19 furent annoncés officiellement en Haïti en mars 2020. Quelle a été la réaction de l'OPS/OMS à cette nouvelle?

La Covid arrive en Haïti à un moment où le pays connaît une crise socio politique - une crise économique, et la crise Covid vient s'ajouter. Et il faut aussi parler de la saison cyclonique qui se mêle de la partie. Malheureusement Haïti bouge toujours entre le développement et l'humanitaire. On aimerait beaucoup plus travailler sur le développement que l'humanitaire. Quand la Covid-19 est arrivée, il y avait déjà le plan de réponse du MSPP. Après le Président a nommé les membres du secteur multisectoriel et de la cellule scientifique. Nous avons accompagné les autorités à réaliser le plan de réponse qu'ils ont mis en place. Nous avons travaillé avec la direction de l'épidémiologie.

Quel est le niveau d'implication de l'OPS/OMS dans la gestion de la Covid-19 en Haïti?

Notre implication est à 3 niveaux. Nous sommes dans la surveillance et les laboratoires. Nous sommes à un niveau moindre dans la prise en charge car nous ne faisons que former le personnel à cet effet. Et nous fournissons un support logistique à l'Etat haïtien. Pour les laboratoires, je dois vous informer que depuis le mois de février l'équipe du Laboratoire national était déjà prête pour faire le dépistage des gens infectés. Le laboratoire national est un espace privilégié avec un niveau technique élevé. On a reçu plusieurs délégations de pays de la Caraïbe qui sont venus voir et comprendre le fonctionnement du laboratoire qui est une référence dans la région. Si vous allez sur la frontière, vous allez trouver des équipes pour dépister les gens qui reviennent de la République dominicaine. Même si c'est une chose difficile mais on supporte cette activité car dans la réalité il est difficile de créer des

La représentation de l'OPS / OMS en Haïti attend plus des responsables

espaces de quarantaine pour ces gens car il faut beaucoup de réponses.

Parlant de laboratoire. Pourquoi on dépiste peu de gens car Haïti n'est pas encore à 10 mille tests effectués?

Je dois vous dire que seulement 3 centres, à savoir Gheskio - le Laboratoire national - l'hôpital de Mirebalais disposent de machines aujourd'hui pour tester les gens. Bien que je reconnais qu'il n'y a pas à un seul pays qui arrive à tester tout le monde.

Aujourd'hui je pense qu'il y a beaucoup d'efforts encore à faire et je vous annonce qu'il y a des démarches pour que dans tout le pays il y ait des centres de dépistage.

Etes-vous satisfait de la gestion de la pandémie en Haïti?

Le système sanitaire en Haïti n'a pas été renforcé. Tout le monde le sait. En plus en ayant passé par le « pays lock » c'est facile. Il faut dire que les premiers cas ont eu les réponses adéquats. On ne peut pas demander plus à un système défaillant de donner plus. Bien sûr il y a beaucoup de choses à faire car c'est une crise sanitaire et c'est aussi une crise socio-économique. Le gouvernement a acheté des matériels et aujourd'hui ces matériels sont en train d'être envoyés dans tout le pays. Le MSPP fait face à des rébellions pour ouvrir des centres de prise en charge comme ça a été le cas lors du choléra. Jusqu'à date il y a un travail coordonné entre le MSPP et l'OPS/OMS. J'espère que l'on va continuer à travailler et que beaucoup plus d'efforts seront déployés. On doit renforcer plusieurs domaines car les faiblesses qui existaient avant Covid sont encore là et persistent avec Covid. Plusieurs professionnels sont partis. Les ressources humaines font défaut. La covid ne fait qu'aggraver un système qui avait déjà beaucoup de problèmes.

Qu'est-ce qui fait la différence entre le mode de transmission en Haïti et d'autres pays de la région?

D'abord je dois vous dire qu'il y a beaucoup de questions dont on n'a pas encore de réponses. Le nouveau coronavirus n'est pas encore maîtrisé c'est une façon de vous dire qu'on ne peut pas se précipiter. Je dois vous dire que le mode de transmission est le même. Haïti a connu deux vagues de transmission. La première avec l'arrivée des vols en provenance des Etats-Unis d'Amérique et de l'Europe et la deuxième vague venant de la République dominicaine. La différence est que, ici les personnes les plus touchées ou du moins les plus infectées sont les jeunes de 25 à 44 ans. Les gens qui meurent le plus sont dans la tranche d'âge de 60 ans et plus. La pyramide populationnelle ici est différente de l'Europe. Tout le monde a beaucoup de questions mais très peu de réponses. Dans le monde, on a plusieurs protocoles.

Pour clôturer l'entretien, avez-vous quelque chose à ajouter?

J'ai une pensée particulière pour les dirigeants de Gheskio qui ont perdu leur groupe électrogène. Vous savez que les générateurs sont partis dans les flammes. Il n'y a pas d'électricité là-bas. Ce problème arrive à un moment où l'on est en plein avec le Covid donc j'ai une pensée spéciale pour le Dr Pape et son équipe.

Interview réalisé et retranscrit par Hansy Mars.



COVID-19 IgM-IgG test rapide. Photo: BioMedomics, Inc.

Haiti : Transformer la crise de Covid-19 en une opportunité pour le système de santé

Le système sanitaire mondial est mis à rude épreuve un peu partout par la pandémie de Covid-19. C'est un fait indéniable, et incontesté. Cependant, la Covid-19 offre une occasion en or pour les pays en développement comme Haïti de repenser complètement leur système de santé.

Officiellement, Haïti a identifié ses premiers cas de coronavirus à la mi-mars. Depuis lors, on assiste à une polarisation du débat sur le manque de sensibilisation de la population qui ne respecte pas à la lettre les consignes de prévention ni les gestes barrière. Le délabrement total notre système de santé est relégué au second plan.

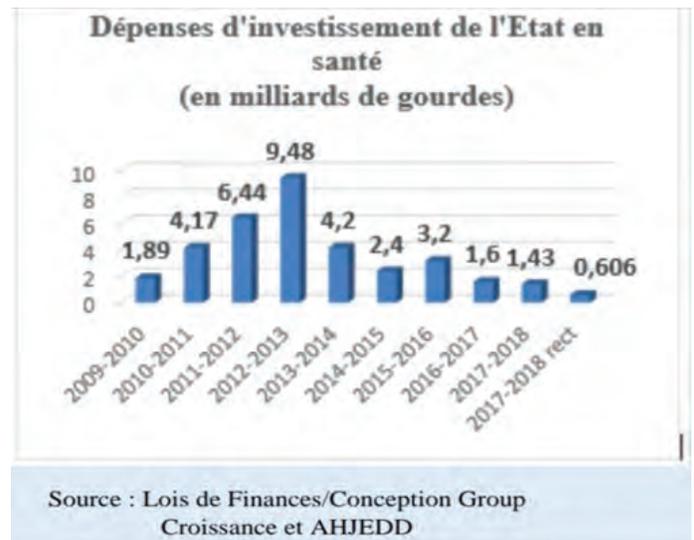
Si l'adoption en conseil des ministres, le 5 juin 2020, du budget 19-20 peut servir de prétexte pour relancer le débat, il n'en demeure pas moins que l'état de dénuement du système sanitaire national est un « construit », un processus entamé des années auparavant. A titre d'exemple, d'après la Banque mondiale, la part du budget de l'État allouée à la santé n'a cessé de diminuer, baissant de 16,16% en 2004 à 4,4% en 2016.

En première ligne actuellement dans la lutte contre le nouveau coronavirus, le budget du Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) a enregistré une augmentation en monnaie nationale de 285%.

Dans l'actuel budget, une enveloppe de 21,6 milliards de gourdes, dont 16 milliards de gourdes réservées aux investissements, été allouée au MSPP contre 6.1 milliards de gourdes dans le budget 2017-2018, reconduit sur deux exercices fiscaux.

Malgré ce bond, en pourcentage du PIB, l'enveloppe allouée à la santé publique oscille autour des 10% et ne respecte pas la Déclaration d'Abuja faisant injonction aux pays en développement d'affecter 15% de leur budget national aux dépenses de la santé.

Des dépenses en santé en-deçà des enjeux



Le secteur de santé nécessite davantage d'investissements publics ainsi qu'une meilleure allocation des dépenses pour améliorer l'accès aux soins pour tous les haïtiens. Pourtant, dans la région, si l'on se réfère au rapport quinquennal (2013-2017) de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) intitulé « Santé dans les Amériques 2017 », Haïti se retrouve en queue de peloton (en 34e position sur la liste des 34 pays de l'Amérique) en matière de dépenses consenties dans la santé.

Un rapport accablant du groupe de la Banque mondiale, présentant les inefficacités et les inefficiences de notre système sanitaire, intitulé « Mieux dépenser pour mieux soigner : un regard sur le financement de la santé en Haïti », à sa sortie en 2017, a calculé que les dépenses publiques de santé par habitant ne dépassaient pas 13 dollars par an, inférieur donc à la moyenne de 15 dollars des pays à faible revenu, et largement en dessous de la moyenne des voisins comme la République dominicaine (180 dollars) ou Cuba (781 dollars).

Haiti : Transformer la crise de Covid-19 en une opportunité pour le système de santé

Des investissements en dents de scie

Au moment de la publication de ce rapport en 2017, Haïti allouait seulement 4,3% de son budget à la santé. Très loin à l'époque des recommandations de l'OPS/OMS suggérant que 15% des dépenses en santé doivent provenir du budget national dans les pays à faible revenu.

Au cours des cinq dernières années investiguées dans le rapport, Haïti a investi moins de 2% de son PIB en soins de santé, soit plus de 3 fois moins du minimum recommandé (6%). Pire, le ratio dépenses d'investissement en santé par tête d'habitant en Haïti est passé d'environ quatre dollars américains en 2016 à moins d'un dollar en 2018.

Un graphe préparé par le Group Croissance montre que sur la dernière décennie, les dépenses d'investissement de l'État haïtien dans la santé, durant l'exercice 2012-2013, avaient atteint un pic de 9,48 milliards de gourdes avant de chuter considérablement à 606 millions de gourdes dans le budget rectificatif de l'exercice 2017-2018.

Un choix lourd de conséquences

En choisissant de ne pas investir suffisamment de ressources financières dans le système sanitaire, les autorités haïtiennes ont tout bonnement sacrifié la santé de millions d'haïtiens, hypothéqué l'espérance de vie de la population tout en limitant sérieusement le peu de moyens dont disposaient les médecins pour pallier les problèmes de santé de ce pays.

Fort de tout ce qui précède, les mauvais scores systématiques d'Haïti dans l'indice de développement humain (IDH) ne sont donc guère surprenants. En effet, la santé constitue l'un des deux principaux piliers du capital humain.

Avec moins de 30 lits en soins intensifs dans un pays de 11 millions d'habitants, selon les estimations du Dr Paul Farmer, fondateur de Zanmi Lasante, la pandémie mondiale du nouveau coronavirus, au moment de s'introduire en Haïti, a trouvé une situation de quasi vacuité d'infrastructures sanitaires.

Un redressement pérenne du financement public de la santé passera avant tout par une meilleure coordination de l'aide internationale dans le secteur. L'élaboration des taxes spéciales pour la santé, telles qu'une taxe sur le tabac et l'alcool, comme le propose d'ailleurs la Banque mondiale, pourrait permettre de mobiliser des fonds de manière continue en faveur du secteur.

Investir davantage dans les infrastructures sanitaires du pays, accorder de meilleurs traitements aux personnels de la santé, profiter du contexte de Covid-19 pour continuer avec la hausse des parts dans le budget en faveur du secteur de la santé tout en exigeant de l'État la garantie de l'efficacité de chaque gourde ainsi dépensée, devraient figurer sur la courte liste des revendications des acteurs de la société civile sinon de tout haïtien conscient des enjeux d'un système de santé fiable et robuste dans le développement de n'importe quel pays.

Protection de la biodiversité : agissons avant qu'il soit « minuit trop tard »

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a désigné le 5 juin comme Journée mondiale de l'environnement. Cette année le thème est la biodiversité. A cette occasion, l'ONU invite à agir « pour lutter contre la perte accélérée d'espèces et la dégradation du monde naturel. Un million d'espèces végétales et animales sont menacées d'extinction, en grande partie à cause des activités humaines ».

Des changements radicaux dans nos modes de vie et dans notre rapport avec la nature s'avèrent donc indispensables et urgents pour protéger cette dernière. Cet appel de l'ONU fait écho à une menace beaucoup plus pressante à laquelle l'humanité entière est confrontée: le nouveau coronavirus.

La pandémie de Covid-19 n'a pas épargné Haïti qui, depuis les trois dernières décennies, fait face à une dégradation accélérée de son environnement.

Dans un message rendu public le 5 juin 2020, le Premier ministre Joseph Jouthe a utilisé les épithètes « violente » et « cruelle » pour qualifier la crise environnementale que connaît actuellement Haïti. À en croire le PM, ancien ministre de l'environnement, cette crise environnementale nous anéantira en tant que peuple si nous ne conjuguons pas notre énergie en même temps que ce que le réel, l'évidence, nous impose.

A l'instar d'un citoyen lambda, le PM a constaté qu'« à chaque gouttelette de pluie qui s'abat sur le pays, l'effet est catastrophique ». Il faut donc profiter de cette date pour sensibiliser les haïtiens à ce problème de dégradation vertigineuse de l'environnement. Chacun doit être conscient de sa responsabilité en ce qui concerne la conservation du patrimoine naturel et la lutte contre la pollution. Le Ministère de l'Environnement (MDE) a emboîté le pas en célébrant la Journée mondiale de l'environnement autour du thème national: « An sove byodivèsite peyi Dayiti ».



Photo prise à la réserve écologique Wyne Farm dans les hauteurs de Kenscoff montrant toutes les beautés de la nature. Crédit photo: Ralph Pradeus.

À travers cet événement, le ministère entend encourager tous les acteurs de la vie nationale à concentrer leurs efforts sur l'urgence environnementale de l'heure qui menace de détruire la vie sur Terre.

Dans son discours de circonstance, le Ministre de l'Environnement, Abner Septembre, a fait ressortir l'impérieuse nécessité de prendre, à tout prix, des mesures draconiennes afin de sauver la biodiversité haïtienne.

Pour y parvenir, nous dit le ministre, il faut prendre le taureau par les cornes. Le MDE doit être un ministère qui donne le ton. Il doit disposer de moyens financiers substantiels pour accompagner les acteurs de proximité en matière d'éducation relative à l'environnement et aussi pour jouer son rôle régalien en termes de régulation et de coercition.

Du côté de la société civile, l'Action pour le Climat l'Environnement et le Développement Durable (ACLEDD) a tiré la sonnette d'alarme tout en interpellant chaque haïtien(ne) sur le fait que nous sommes à « minuit moins cinq » d'une véritable

Protection de la biodiversité : agissons avant qu'il soit « minuit trop tard »

catastrophe environnementale à laquelle il sera peut-être impossible d'échapper.

Aussi a-t-elle tenu à insister sur la nécessité d'agir maintenant pour protéger la biodiversité ; du moins ce qu'il en reste après des années d'incurie de l'État et de prédation de toute sorte de la population.

Tout en exhortant l'État haïtien à garantir à chaque concitoyen(ne) des écosystèmes et une biodiversité sains, ACLEDD a rappelé que le droit à un environnement sûr, propre, sain et durable, légalement reconnu par 156 États, implique des actions et des politiques concrètes visant à obtenir un climat stable, l'accès à l'eau potable, un air pur, une agriculture saine et durable, entre autres.

En outre, ACLEDD a fait part de son inquiétude quant à la dégradation du Parc national La Visite qui se poursuit à un rythme alarmant. Elle a condamné avec une extrême rigueur les récentes exactions commises au sein de cette réserve écologique.

Aujourd'hui plus que jamais, les institutions et organismes de conservation sont sommés d'agir pour éviter l'irréparable.

Alors que l'état de la biodiversité de notre pays est au comble du désastre, le Fonds haïtien pour la biodiversité (FHB) se mure dans son silence malgré les exactions perpétrées continuellement sur nos aires protégées (La Visite, Macaya, etc), informations abondamment relayées dans les médias. En cette journée mondiale de l'environnement consacrée à la biodiversité, il est légitime d'exiger une réponse à la question suivante: « **Qu'est-il advenu de ce Fonds annoncé en grande pompe l'année dernière ?** »

Au final, la journée mondiale de l'environnement de 2020 a permis de constater un regain d'intérêt pour la cause environnementale vu le nombre de communiqués émis çà et là ainsi que les nombreuses publications sur les réseaux sociaux. Il nous reste maintenant à passer de la parole aux actes en changeant nos modes de vie et en repensant notre relation avec la nature.



Photo de saccage du Parc national La Visite, prises par des témoins à la fin du mois de mai, qui, une fois devenues virales sur la Toile, ont contraint le Ministre de l'Environnement à envoyer sur place une mission d'observation et d'information. Crédit photo: Ralph Pradeus.

Ouverture de la saison cyclonique : où en sommes-nous ?

Tous les ans, la période allant du 1er juin au 30 novembre ramène la saison cyclonique dans le bassin caraïbéen. Elle coïncide également avec la saison pluvieuse chez nous en Haïti. Chaque année, cette période est l'une des plus redoutées dans le pays, en raison de notre vulnérabilité face aux aléas naturels. Et cette année, visiblement la donne ne changera pas. Les prévisionnistes de l'Université d'État du Colorado annoncent, en effet, une saison cyclonique « plus active que la moyenne » dans la région Caraïbe. Couplé au contexte de crise sanitaire actuelle provoqué par la maladie de la Covid-19, cet état de fait nous offre de quoi nous inquiéter davantage. C'est ainsi que des agences non-gouvernementales appellent à la vigilance, et les autorités étatiques, de leur côté, prônent la solidarité.

Dans son intervention publique pour lancer officiellement la saison cyclonique le lundi 1er juin 2020, le premier ministre Joseph Jouthe s'est voulu rassurant à propos du soutien de son gouvernement aux différentes entités publiques engagées dans l'accompagnement de la population dans les moments difficiles.

Pour avoir été ministre de l'Environnement avant de prendre les rênes de la Primature, le PM Jouthe connaît sur le bout des doigts la faible capacité de résilience écologique du pays face aux catastrophes naturelles et aux agressions humaines sur la nature. C'est donc en toute connaissance de cause qu'il a promis son assistance à la Direction de la Protection civile (DPC), afin que celle-ci puisse remplir sa mission convenablement auprès de la population, durant la période cyclonique.

Même son de cloche du côté du président de la République, Jovenel Moïse, qui a pris la parole dans les mêmes circonstances que son chef de gouvernement. Le chef de l'État a également appelé à l'unité, à la solidarité, et s'en est remis à la DPC pour venir en aide aux gens quand les besoins se feront sentir. « *La saison cyclonique qui s'ouvre aujourd'hui, risque d'être active et compliquée par l'évolution de la Covid-19. Le gouvernement mobilise déjà ses ressources pour répondre à tout éventuel désastre, tout en invitant à la vigilance et au respect des consignes de la Protection civile* », a souligné le président de la République.

Année	Cyclones ou ouragans	Nombre de personnes affectées	Départements affectés	Effets sur le PIB
2004	Jeanne	300 000	Nord-Ouest	7%
2007	Dean et Noel	194 000	Sud, Grand-Anse	2%
2008	Fay, Gustav, Hanna et Ike	1 000 000	Ouest, Artibonite, Sud-Est, Sud, Nippes, Grand-Anse, Nord, Nord-Ouest	15%
2012	Sandy	200 000	Ouest, Sud	2.5%
2016	Matthew	340 000	Sud, Grand-Anse, Ouest	25%

Tableau récapitulatif des cyclones et ouragans ayant frappé Haïti ces quinze dernières années ainsi que l'étendue des dégâts qu'ils ont occasionnés.

Ouverture de la saison cyclonique : où en sommes-nous ?



Quid des préparatifs ?

Interrogé sur les ondes de la radio Magik 9, le directeur de la Protection civile, le docteur Jerry Chandler, assure que son équipe et lui « *resteront fermes au poste quelle que soit l'éventualité qui se présenterait* ». Au niveau de la Protection civile, il dit disposer déjà d'un plan de contingence qui prend en compte tous les scénarios possibles allant de la lutte contre la Covid-19 à la saison cyclonique, en passant par les menaces sismiques récurrentes.

Malgré ces mots rassurants du directeur de la DPC, des organisations de la société civile ne peuvent s'empêcher d'exprimer leur inquiétude à l'ouverture de la saison cyclonique. La PROMODEV (Promotion pour le Développement) encourage la population à se préparer au mieux et au pire en vue de faire face

à toute éventuelle manifestation d'un aléa climatique.

L'AGERCA (Alliance pour la Gestion des Risques et la Continuité des Activités) attire l'attention sur les abris provisoires initialement utilisés pour les habitants des zones vulnérables aux risques d'inondation, mais qui, aujourd'hui sont mis à la disposition du ministère de la Santé dans le cadre de la lutte contre la Covid-19.

En tout état de cause, il est utile de rappeler que les prévisions pour cette année mentionnent un total de 18 à 22 tempêtes tropicales, dont une dizaine pourrait se transformer en ouragans. En 2016, l'ouragan Matthew a ravagé toute la côte sud d'Haïti, et a causé des dégâts matériels évalués à 1,9 milliards de dollars américains.

Romarc Fils-Aimé



L'ouragan Matthew vu par l'instrument MODIS du satellite Terra au moment où il passe à proximité d'Haïti. Crédit photo: NASA / MODIS Rapid Response





L'administration Moïse-Jouthe dispose enfin d'un budget

A quatre mois de la fin de l'exercice fiscal en cours, l'administration Moïse-Jouvenel a finalement doté le pays d'un budget d'une enveloppe de 198 700 000 000 gourdes. Adopté en conseil des ministres, ce budget est en hausse de 36,4% par rapport au budget rectificatif 2017-2018, dont les ressources budgétaires s'élèvent à 145 643 000 000 gourdes. Plus de 17 milliards des 59 300 000 000 de gourdes affectées aux dépenses d'investissements publics sont consacrées à la lutte contre la Covid-19.

Le financement du déficit budgétaire représente plus de 28 milliards de gourdes

Durant les six premiers mois de l'exercice fiscal en cours, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a financé le déficit budgétaire à hauteur de 28 750 000 000 gourdes. Dans sa note sur la politique monétaire, la BRH a souligné un autre financement de 8,6 milliards de gourdes à travers des émissions de billets de trésorerie. Dans le budget 2019-2020, le gouvernement prévoit un financement de la BRH à titre d'emprunt de plus de 30 milliards de gourdes.

Diminution de 5,2% du PIB en 2020, prévoit la Banque mondiale

Dans sa dernière édition semestrielle des Perspectives économiques mondiales, la Banque mondiale a indiqué que le PIB mondial connaîtra une diminution de 5,2% cette année. Les causes de cette grave récession de l'économie mondiale évoquées par la Banque mondiale sont le choc massif et brutal produit par la pandémie Covid-19 et les mesures d'arrêt de l'activité observées pour l'enrayer.

Covid-19 : « les infections asymptomatiques pourraient concerner entre 30 à 50 % des cas », dixit Liam Smeeth

En réaction à la déclaration de Maria Van Kerkhove, responsable technique de la cellule chargée de la gestion de la pandémie à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), selon laquelle la transmission du virus par une personne asymptomatique semblait « très rare », le professeur Liam Smeeth, de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, a affirmé qu'il y a des incertitudes au plan scientifique, mais les infections asymptomatiques pourraient tourner autour de 30 à 50 % des cas. Il a ajouté que les meilleures études scientifiques à ce jour suggèrent que près de la moitié des cas ont été infectés par des personnes asymptomatiques ou présymptomatiques.

Le tabac tue 8 millions de personnes chaque année

Saluant la décision de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) d'avoir rejeté l'idée selon laquelle les lois australiennes sur le conditionnement neutre des produits du tabac constituent des restrictions déloyales au commerce, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus a déclaré, lors d'un point de presse en date du 10 juin écoulé : Le tabac tue plus de huit millions de personnes chaque année, et l'Australie a été le premier pays au monde à instaurer le conditionnement neutre, sans indication de marques, en 2012. Plusieurs autres pays ont depuis adopté des lois similaires.

USA-demande hebdomadaire d'allocation chômage : 1,5 million de nouveaux inscrits

Selon les chiffres publiés par le Département du Travail des États Unis, pour la semaine du 31 mai au 6 juin, 1,5 million de personnes ont effectué une demande d'allocation chômage. Il s'agit de nouvelles demandes. Les chiffres sont en baisse par rapport à la semaine précédente où 1,897 million d'américains se sont déclarés chômeurs.

BUDGET INITIAL 2019-2020

- Prévisions macroéconomiques

- Taux d'inflation:

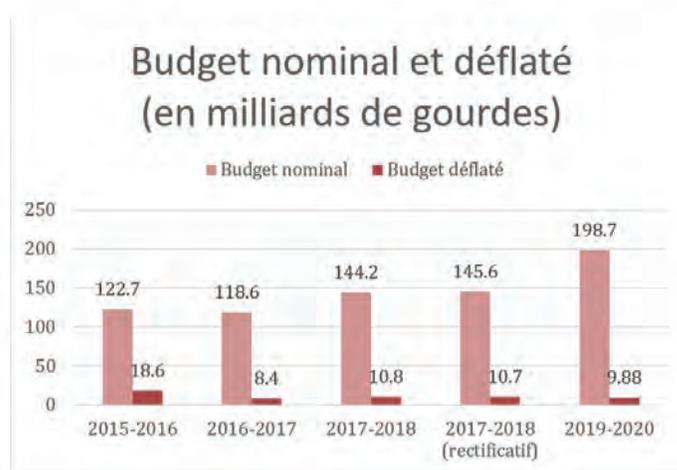
En glissement annuel : 24.0%

Moyenne annuelle: 22,6%

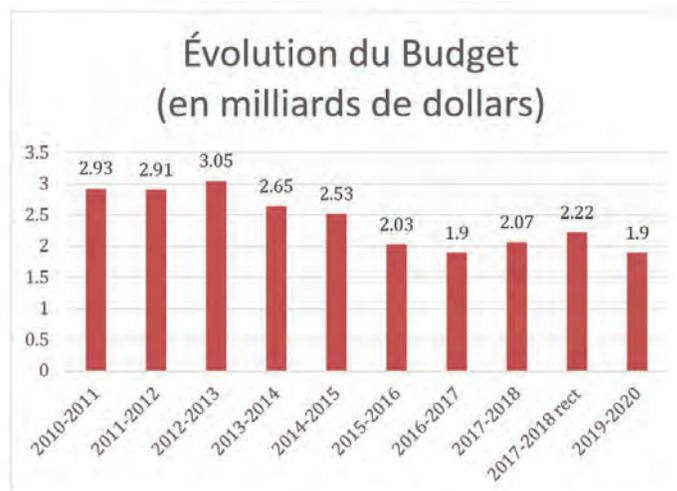
- Taux de croissance réelle de l'économie : 3,6%

- Taux de pression fiscale: 10.9%

- Taux de change actualisé : 109.5 gourdes pour \$ 1USD



Source : Lois de Finances/Conception Group Croissance et AHJEDD



Source : Lois de Finances/Conception Group Croissance et AHJEDD

Suivez DevHaiti sur:



Une production:



Le magazine DevHaïti est produit par Group Croissance, l'Association Haïtienne des Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD) et Papyrus S.A.
Tous droits réservés.